BACCALAURÉAT SÉRIES GÉNÉRALES ES & L

Épreuves d’entraînement de Février 2014

*Correction*

**Première partie : Composition d’Histoire**

Sujet 1 : Les médias français, l’opinion publique et la guerre d’Algérie, 1954-1962

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale (1944), la presse française retrouve sa liberté d’avant guerre, celle garantie par les lois républicaines de la fin du XIXe siècle (1881) qui lui conféraient une liberté d’expression absolue, liberté dont les journaux antisémites avaient largement abusé pendant l’Affaire Dreyfus (1896-1906) et dans les années trente. Largement issus de la Résistance (1940-1944), les médias français sont alors plus respectueux de la personne et moins haineux, mais, pris dans la tourmente de la « Guerre froide » (1947-1991), ils retrouvent vite le ton acide et mordant de leurs confrères d’avant guerre.  La Guerre d’Algérie (1954-1962) va entraîner une crise grave entre les médias d’un côté et le pouvoir de l’autre. Pris entre des logiques de pouvoirs (Lutte contre la censure) mais aussi d’intérêts (Chaque camps a son organe de presse) les médias veulent façonner l’opinion publique et la convertir à ses idéaux, sans cesser toutefois d’informer. La longueur de la guerre d’Algérie va mettre à l’épreuve les médias français comme le pouvoir, alors que de nouveaux intermédiaires d’information (Télévision, radios dites périphériques car basées à l’étranger, journaux nés pendant le conflit) font leur apparition et bouleversent la manière d’informer et de rendre compte de la politique. **Dans quelles mesures peut-on affirmer que les médias français, au-delà de la censure et du pouvoir, ont-ils réussi à informer l’opinion publique, voire à la façonner ?**

L’État, très interventionniste depuis la Libération (1944), exerce un contrôle fort sur le paysage médiatique français (I.) pendant les débuts (1954-1956) de la Guerre d’Algérie et tente de nier la réalité de la guerre tandis la presse hostile au pouvoir s’exprime de plus en plus au fur et à mesure que les exactions se multiplient (1956-1958, II.), même si avec l’arrivée au pouvoir du général DE GAULLE (1958) le pouvoir use des nouveaux médias pour imposer en France une sortie de crise conforme à ses vœux et ses intérêts (III.).

**\* \* \***

Quand la « Guerre d’Algérie » commence avec les attentats perpétrés par le Front de Libération Nationale (FLN) à la Toussaint 1954 (La « Toussaint rouge »), **le paysage médiatique français est pluraliste, mais encore fortement encadré par un État qui depuis la Libération intervient** dans la vie sociale et économique des Français.

La IVe République qui rentre en guerre au Maghreb (1954), à peine quittées les rizières d’Indochine, ne ressemble en rien à la République humiliée de 1940. **L’État, inspiré par le programme social du Conseil national de la Résistance (CNR, 1943), a nationalisé de grands groupes** industriels (Renault) et bancaires, a mis en place un État providence (Suivant ne cela les recommandations du *Rapport Beveridge*, 1942) par les ordonnances de 1945 et 1946 (Sécurité Sociale) et s’est doté d’une administration efficace (Création de l’École Nationale d’Administration, ENA, 1946) qui pilote la radioscopie de la population et de l’économie française (Institut National de la Statistique et des Études Économiques, INSEE) et les grands travaux (Pont de Tancarville en Normandie, programme atomique français…). Le règne des technocrates, initié sous Vichy, commence. Dans le domaine des médias le Général DE GAULLE et le Gouvernement Provisoire de la République Française (GPRF, 1944-1946) ont créé un journal de référence (*Le Monde*, dirigé par Hubert BEUVE-MÉRY qui signe sous la plume de « Sirius ») sur les rotatives du *Temps*, suspecté de collaborationnisme. La télévision (1er journal télévisé en 1949) naissante est un organe public d’information, comme les actualités cinématographiques qui passent au cinéma entre le premier et le deuxième film de soirée. Quand la Guerre d’Algérie commence l’État a donc les moyens de contrôler une large part des médias en France. Il en a les moyens et il en a l’habitude : la Guerre d’Indochine (1946-1954) lui a donné l’expérience de la communication de guerre. Par ailleurs les officiers qui commandent en Algérie sont d’anciens combattants d’Indochine qui savent l’importance de la maîtrise des médias et de l’opinion publique dans une guerre révolutionnaire. Au contraire de l’Indochine, ils bénéficient en outre de l’appui des « Pieds noirs », ces Français installés souvent depuis longtemps (1830) en Algérie, colonie de peuplement de la France et de surcroît juridiquement constituée de 3 départements français.

**Dès le début des attentats (1954), la IVe République nie la réalité de la guerre.** François MITTERRAND, alors jeune ministre de l’Intérieur (UDSR) du gouvernement, initie une politique de répression policière (Il déclare notamment « L’Algérie c’est la France ! La négociation avec les rebelles, c’est la guerre ! »). Les fondements de la révolte algérienne (Grande misère de la population musulmane privée largement de ses droits sociaux, économiques et civiques) sont occultés : les médias d’État préfèrent mettre en avant les actions sociales, pourtant récentes et insuffisantes. **Quel est le paysage médiatique en France en 1954 ?** Les médias sont encore essentiellement constitués de la presse écrite. La presse écrite est traversée par les lignes de fractures politiques. Les Communistes de Maurice THOREZ lisent *L’Humanité*, l’organe du Parti Communiste Français (PCF), les sociaux-démocrates de l’introuvable centre gauche français lisent *Le Monde*. , tandis que les franges urbaines et conservatrices lisent *Le Figaro*, qui reprend les traditions de *L’Aurore*, le quotidien créé par George CLEMENCEAU avant la Première Guerre mondiale (1914-1919). Des titres nouveaux sont apparus pendant la Seconde Guerre mondiale (1939-1945) tels que *France soir* qui devient vite un des quotidiens les plus lus et *Combat* dans lequel écrit Albert CAMUS. Les chrétiens de gauche lisent *La Croix*, un des plus vieux titres du XXe siècle, favorables à une solution négociée en Algérie mais loin des positions indépendantistes des titres de la gauche laïque. *Paris match*, essentiellement constitué de photos illustre la place grandissante de l’image dans le façonnement de l’opinion : les grandes agences de presse comme CAPA et MAGNUM (Fondée par CARTIER-BRESSON) nourrissent une presse avide de photographies prises au plus près des événements. Les tirages sont conséquents : chaque jour 20 millions de titres (Presse nationale et Presse Quotidienne Régionale, PQR) sont vendus entre 1946 et 1952. Mais la concurrence des radios est rude : aux 5 000 000 de postes radios de 1939 il faut compter les 20 000 000 d’auditeurs réels qui se pressent autour ! En 1958 le nombre de postes récepteurs (11 millions) est plus important que les tirages de la presse écrite (Moins 30% de tirage entre 1946 et 1958) : le grand basculement de puissance est en cours pendant la guerre d’Algérie. La radio à pour elle le sentiment d’instantanéité qui place l’auditeur au cœur de l’action, et d’une action incarnée par les sons des événements ! Mais la radio est étroitement contrôlée par le pouvoir au sein de la Radiodiffusion-Télévision Française (RTF) créée en 1949 et qui dépend directement du Ministère de l’Information. Enfin les actualités cinématographiques diffusées dans les salles de cinémas (400 millions de spectateurs par an), elles aussi dépendantes de l’État, utilisent les images fournies par le Service cinématographique des Armées.

**La situation en Algérie est injuste.** Colonie de peuplement depuis 1830 elle a été intégrée à la République sous la forme de trois départements (Sur la bande littorale et l’arrière pays montagneux de la Kabylie) et d’un territoire domanial, le Sahara, confié à une administration militaire. Les Français non musulmans nés en Algérie sont appelés les « Pieds noirs », porteurs de chaussures de cuir à l’européenne. La plupart sont descendants de « Pieds noirs » également. Mais ces 10% de la population possèdent les meilleurs terres (Ils représentent 2% de la population agricole mais possèdent 25% des terres arables), les grandes entreprises et longtemps ont été les seuls à pouvoir voter. Les Algériens musulmans (Appelés les « citoyens français de statut civil de droit coranique ») sont soumis au système de l’indigénat (jusqu’en 1946) puis intégrés de manière inique au système politique traditionnel en élisant des députés (ceux du 2e Collège électoral) qui sont aussi nombreux que ceux élus par les « Pieds noirs » : 90% de Musulmans pèsent donc autant que 10% de « Pieds noirs ». Pourtant tous les « Pieds noirs » ne sont pas riches, loin de là : Albert CAMUS, natif d’Algérie, a vécu dans la misère. Mais pour tous les « Pieds noirs », et surtout pour les pauvres, l’Algérie c’est la France. Ils ne voient pas et ne veulent pas voir que pour 90% de la population dépossédée et sous-éduquée la France n’est pas présente en Algérie. Pourtant les alertes ont été nombreuses : le 8 mai 1945 une révolte populaire sévère a éclatée à Sétif et s’est propagée dans toute l’Algérie « arabe » et kabyle, entraînant une répression féroce (30 000 morts). Les changements concédés par les gouvernements successifs n’ont pas été assez rapides ni sincères. Les attentats aveugles qui frappent les Français en novembre 1954 sont la conséquence de dix années de mauvaise volonté des « Pieds noirs » et de l’administration publique en « métropole » (C’est-à-dire à Paris) et en Algérie. Contrairement aux idées reçues, les fonctionnaires français ne sont pas dupes de la situation : les « Pieds noirs » sont volontiers racistes, même si les riches méprisent les pauvres blancs, aucun ne veut de changement durable qui amènerait des Algériens au pouvoir, même dans le cadre d’une autonomie molle. L’armée rapatriée d’Indochine est encore plus lucide : elle sait que cette guerre est révolutionnaire et nécessite des concessions politiques et sociales majeures, qu’elle demande un contrôle médiatique fort et un discours idéologique structuré.

**En 1954 les médias en France sont donc l’objet d’une mutation majeure qui commence à marginaliser l’écrit au profit de l’image des magazines et de l’instantanée de la radio**, mais ceux-ci et ceux là sont contrôlés par un État acquis souvent malgré lui à la cause des « Pieds noirs » majoritairement hostiles à toute solution négociée avec le FLN.

**\* \* \***

La Guerre d’Algérie va devenir pour les médias d’opposition, dont certains se créent pour l’occasion, un moyen de se faire entendre. **Comment les médias vont-ils tenter de façonner l’opinion publique alors que la guerre et l’armée se radicalisent ?**

**C’est par un appel radiophonique que le FLN appelle les Algériens à la révolte, expose son programme et annonce le début de son insurrection.** Entre 1954 et 1956 la guerre d’Algérie reste une guerre *en* Algérie, et marquée essentiellement par des combats entre le FLN et d’autres mouvances indépendantistes contre lesquelles lutte le FLN (Mouvement Nationaliste Algérien, MNA, et Parti Communiste Algérien, PCA). Le FLN essaie de contrôler l’opinion publique en Algérie en étant la seule organisation représentative des indépendantistes algériens. La stratégie du FLN est de provoquer une répression aveugle et brutale de l’armée française afin de souder la population autour de son action (Massacre de El Hallia, près de Philippeville, 1955). L’armée sur place, constituée d’abord des éléments de « l’Armée d’Afrique » et des renforts des Troupes coloniales et de la Légion Étrangère rapatriées d’Indochine, est engagée dans des opérations de police dans le Djebel algérien. Les opérations de fouille des villages et de ratissage du maquis sont filmées par une armée soucieuse de donner une image virile mais juste de son action en Algérie. Elle ne peut pas toujours contrôler les « Pieds noirs » qui répliquent aux massacres par d’autres massacres. L’engrenage de la « sale guerre » coloniale s’enclenche doucement. Les militaires français sont d’autant plus amers qu’ils voient se répéter le scénario indochinois. Le pouvoir politique reste instable, du fait de la fragilité des majorités de gouvernement, et accorde une grande confiance aux cadres civils et militaires présents en Algérie. Mais le Front de Libération Nationale (FLN) de BEN BELLA sait donner une large audience internationale à la lutte pour l’indépendance du peuple algérien. Depuis la conférence tricontinentale de Bandoeng (Indonésie, 1955) des *leaders* politiques du Tiers-Monde (NASSER, *raïs* en Égypte, NERHU en Inde et TITO en Yougoslavie) appuient les mouvements de libération nationale. Le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne (GPRA) a trouvé refuge au Caire (Égypte). Une opération conjointe franco-anglaise a bien tenté de l’y déloger mais la « crise du Canal de Suez » (1956) s’est terminée par un fiasco dont NASSER et les indépendantistes algériens sont sortis grands vainqueurs. L’Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS), la République Populaire de Chine (RPC) et la Yougoslavie soutiennent activement le FLN en posant la question du devenir du peuple algérien devant les instances de l’Organisation des Nations Unies (ONU). À partir de 1956, et alors que cette guerre est restée jusque là confuse dans l’esprit des Français de Métropole, car les médias sont très contrôlés, deux constats s’imposent : la solution militaire traîne en dépit des 400 000 militaires professionnels déployés dans les Aurès, et la solution politique n’est pas possible, tant les positions des « Pieds noirs » et des indépendantistes sont inconciliables. Le contrôle de l’opinion publique devient pour les uns et les autres une donnée fondamentale de la solution.

**L’État en France a bien compris l’importance du contrôle de l’opinion publique** : les journaux qui divulguent des nouvelles embarrassantes sont saisis. C’est le cas pour *Le Monde*, *France-Observateur* (L’ancêtre du *Nouvel Observateur*), et bien sûr du quotidien communiste *L’Humanité*. Si ces journaux pèsent d’un poids certain en nombre de tirage ils ne prêchent que des convertis et face à la radio et aux actualités cinématographiques contrôlées par l’État ils ne pèsent rien. Les saisies sont aisément contournées par les médias concernés car elles sont commentées dans les numéros qui suivent. Pour l’État il ne s’agit pas tant de cacher des informations que de porter un coup financier rude à des journaux qui ne vivent que de leurs ventes (*France-Observateur*, *Le Canard Enchaîné*…) et de dissuader les autres de publier des informations gênantes. **En France la presse favorable à l’indépendance de l’Algérie se constitue tout de même mais lentement.***Témoignage Chrétien* (Qui s’adresse essentiellement aux catholiques de gauche) et *L’Express* (Fondé en 1953) vont devenir les principaux porte-paroles des partisans d’une solution négociée. *L’Express* devient vite la cible des saisies. Fondé par Jean-Jacques SERVAN-SCHREIBER (Qui a servi comme lieutenant en Algérie) ancien éditorialiste au *Monde*, et Françoise GIROUD, rédactrice en chef du magazine *Elle*, le titre est d’abord un supplément hebdomadaire du quotidien économique de droite *Les Échos*. *L’Express* se veut l’organe de presse du centre, incarné en politique par Pierre MENDÈS-FRANCE, et en même temps une adaptation des *newsmagazines* américains. Le succès du titre s’explique par la diversité des opinions qui s’y exprime : Jean-Paul SARTRE, résolument engagé aux côtés des indépendantistes algériens, Albert CAMUS, favorable aux droits des Algériens mais hostile au FLN, André MALRAUX, déjà immense écrivain et proche du Général DE GAULLE, François MAURIAC qui y publie ses « blocs notes » et penche plutôt du côté des milieux chrétiens conservateurs. À côté des titres quotidiens et des hebdomadaires, des revues, confidentielles mais lus par des leaders d’opinion comme les journalistes, les professeurs d’universités, les membres des professions libérales et de la haute administration, comme *Les Temps modernes* (Saisi cinq fois) ou *Esprit*, accueillent des grandes plumes et dénoncent la torture. Les radios libres de développent également : *Radio Luxembourg*, qui peut émettre en France sans y être juridiquement, et *Europe 1* s’imposent sur les ondes. Elles captent un auditoire plus large car les radios à transistors font leur apparition : plus petites, elles deviennent omniprésentes dans toutes les tranches d’âge. 2 millions sont vendues en 1960, deux fois plus qu’en 1959, trois fois plus que les téléviseurs (Qui n’équipent que 13% des ménages en 1960.). Ces radios périphériques multiplient les *flashes*, les coups d’annonce, inventent la diffusion toute la journée des *hits* musicaux pour fidéliser les jeunes et se démarquent par leur ton insolent et hostile à tous les pouvoirs en place : le journaliste Georges FILLIOUD, par exemple, dénonce dès février 1958 la torture sur les ondes d’*Europe 1*.

**Mais l’opinion publique sur la guerre d’Algérie n’est pas façonnée uniquement par les médias**. Depuis 1956 le contingent (600 000 hommes) est envoyé en Algérie. Pour ces jeunes hommes qui faisaient leur service militaire (Deux ans) la situation en Algérie leur paraît inique et la condition des Algériens musulmans infâmante. Les lettres à leur famille (Souvent censurées) et leurs témoignages à leur retour sensibilisent l’opinion publique de métropole qui se désolidarise des « Pieds noirs ». La mort de ces jeunes hommes scandalise une population qui se remet douloureusement du souvenir de la Seconde Guerre mondiale (1939-1945). D’autant plus que la guerre s’est radicalisée : l’armée bénéficie de « pouvoirs spéciaux » (1956) et officie désormais comme organe policier et judiciaire. La « bataille d’Alger » voit les parachutistes (10e division parachutiste du général MASSU) ratisser la Médina d’Alger : la torture est institutionnalisée. Pour les jeunes appelés du contingent la France se déshonore dans cette guerre. Les écrivains relaient la parole des appelés. Franz FANON, médecin-psychiatre en Algérie (À Blida) critique les méthodes de guerre. Expulsé d’Algérie il rejoint le FLN à Tunis et publie l’année de sa mort (1961) *Les Damnés de la terre*, magnifiquement préfacé par Jean-Paul SARTRE, dans lequel il revient sur les ravages causés par une guerre qui multiplie les exactions (Assassinats extrajudiciaires, torture, viols en prison des détenues du FLN). Henri ALLEG, militant indépendantiste et directeur du journal l’*Alger Républicain*, publie *La Question*. , dans lequel il relate son incarcération et la torture par des militaires français. L’ouvrage, saisi, est commenté dans la presse. Les procès contre les « porteurs de valises », nom donné aux Français de métropole qui aident les soldats du FLN, font intervenir des intellectuels, mobilisent la presse et les partis politiques. Le Parti Communiste Français (PCF) organise la défense des prévenus (Réseau JEANSON) et utilise chaque départ de navires vers l’Algérie pour orchestrer des grèves de *dockers*, souvent syndiqués à la Confédération Générale du Travail (CGT), proche des communistes. Les « Pieds noirs » savent aussi s’organiser : la « journée des tomates » de 1956 voit la population européenne d’Alger accueillir les représentants du gouvernement, dont Guy MOLLET, par des jets de tomates. *L’Écho d’Alger* donne à cet incident une telle ampleur que les hauts cadres de l’administration présents en Algérie et suspectés de tiédeur sont démissionnés. Dans un régime démocratique, où les élections font et défont les carrières, le soutien de l’opinion publique est déterminant. Mais les « Pieds noirs » savent aussi utiliser l’ambiguïté de certains intellectuels : Albert CAMUS, recevant le prix Nobel de Littérature en 1957, déclare dans son discours « […] En ce moment, on lance des bombes dans les tramways d’Alger. Ma mère peut se trouver dans un de ces tramways. Si c’est cela la justice, je préfère ma mère […] ». Les « Pieds noirs » savent aussi utiliser les réseaux patronaux, par le biais des grands propriétaires de vignobles algériens.

**Si les médias sont un outil essentiel dans la construction d’une opinion publique ils n’en constituent cependant qu’un élément** : partis politiques, syndicats, lettres des appelés du contingent, procès, manifestations structurent des deux côtés une opinion publique plurielle. **Cette opinion publique se radicalise au rythme de la guerre** et devient dès 1958 un élément clé dans la résolution du conflit.

**\* \* \***

**Le rôle de l’opinion publique et des médias dans la Guerre d’Algérie devient évident lors de la crise du 13 mai 1958 et ne cesse dès lors de jouer un rôle central** dans la résolution du conflit. C’est largement grâce à ses talents de grands communicants que le Général DE GAULLE mobilise autour de sa personne une opinion publique métropolitaine lassée des exactions en Algérie et des outrances des « ultras ».

**La Guerre d’Algérie connaît un tournant majeur dans l’année 1958. Alors que la situation militaire est rétablie et que l’Armée de Libération Nationale (ALN) est écrasée, les ultras de l’Algérie française craignent par-dessus tout un lâchage de Paris.** Comment comprendre ce paradoxe ? D’une part la France à gagné sur le terrain militaire. Les 400 000 soldats professionnels épaulés des 600 000 envoyés du contingent et des 150 000 supplétifs musulmans harkis, les techniques de guerre (Commandos de chasse, héliportage des parachutistes, bombardements au napalm), l’isolement des combattants FLN coupés de Tunisie et du Maroc par des lignes fortifiées comme la « ligne Morice » (460 km de ligne électrifiée le long de la frontière algéro-tunisienne) ou la « ligne Challe », l’usage systématique de la torture et des exécutions extrajudiciaires ont anéanti l’ALN. Mais si la France a gagné les batailles elle a perdu la guerre, car elle a perdu la guerre de l’opinion publique. C’est d’abord l’opinion publique internationale qui s’est détournée de la France. Les moyens atroces (torture, viols) et illégaux (Exécutions sommaires, bombardement du village tunisien de *Sakhiet Sidi Youssouf* en 1958, détournement en plein vol de l’avion marocain Air Atlas d’Ahmed BEN BELLA en 1956) condamnent la France. L’ONU joue le rôle d’une tribune pour le FLN par le biais de ses alliés du Mouvement des Non Alignés (MNA) : chaque année de 1956 à 1961 les alliés du FLN à l’ONU demandent à l’organisation d’inscrire la question algérienne à l’ordre du jour. Si jusqu’en 1957 les alliés européens de la France refusent de soutenir ces demandes, à partir de 1958 la France doit menacer d’utiliser son droit de *veto* pour y échapper. Les États-Unis, grands financiers, refusent de cautionner une guerre qui montre son vrai visage de guerre coloniale. La fiction créée par le gouvernement français (Qui continue de parler des « événements ») d’une simple « opération de maintien de l’ordre » ne tient plus. En 1957, Richard NIXON chargé par le président des États-Unis Dwight EISENHOWER (Républicain) d’une mission d’information en Afrique condamne la politique française en Algérie et se montre favorable à l’indépendance de l’Algérie. John Fitzgerald KENNEDY (Démocrate) demande au Congrès des États-Unis de cesser de soutenir l’effort militaire de la France en Algérie. Officiellement les États-Unis s’inquiètent de voir les moyens militaires de la France, membre du commandement intégré de l’Organisation du Traité de l’Atlantique Nord (OTAN), et donc censée défendre l’Europe, détournés pour une guerre en Afrique. L’opinion publique française est elle-même lasse de cette guerre, comme elle est lasse de son régime parlementaire instable et incapable de mettre un terme à une guerre jugée de plus en plus comme la défense des intérêts particuliers des « Pieds noirs ».

Lorsque les Européens d’Algérie apprennent (1958) que la Chambre des députés s’apprête à élire Pierre PFIMLIN, supposé favorable à une solution négociée, au poste de Président du Conseil, ils se soulèvent. C’est la « crise du 13 mai 1958 ». Des « Comités de Salut Public » formés d’ « ultras » (Partisans radicaux de l’Algérie française, hostiles à tout compromis) remplacent les fonctionnaires civils. **Rapidement l’armée récupère le pouvoir et rétabli l’ordre, mais elle exige du gouvernement civil le retour au pouvoir du Général DE GAULLE.** Le coup d’État rampant a été soigneusement préparé par des jeunes fonctionnaires envoyés en Algérie préparer les esprits. DE GAULLE laisse la situation dégénérer puis se dit « prêt à assumer les pouvoirs de la République ». La presse de gauche est unanimement hostile à ce coup de force : *L’Humanité* (14 mai 1958) titre « Alerte au fascisme, coup de force à Alger ! », et *L’Express* (29 mai 1958) montre, en Une, Marianne actionnant elle-même une guillotine pour se décapiter ! Mais DE GAULLE est un meilleur communicant : passant par les ondes et s’adressant directement au peuple il force les députés de la IVe République à lui confier le pouvoir de réformer la Constitution. La IVe République a cessé d’exister. Si DE GAULLE utilise la lassitude des Français de métropole pour accéder au pouvoir il n’a aucune politique prédéfinie concernant la guerre qui durera autant de temps sous la Ve République que sous la IVe République ! Si le 4 juin 1958 il lance à la foule de « Pieds noirs » et de musulmans venue l’acclamer le célèbre « Je vous ai compris ! » il n’a encore rien décidé. Cependant, dès 1959, il amnistie les membres du FLN (la « Paix des braves ») sans toutefois ordonner d’arrêt des combats. La censure avant impression est rétablie (Pour la 1ère fois depuis 1919 !), mais les saisies se font moins nombreuses. De fait, même si la censure montre un visage plus dur du gouvernement, elle est moins lourde économiquement. Il est en effet moins coûteux d’imprimer un journal avec des encarts blancs que de voir un numéro imprimé entier retiré de la vente. Les titres *L’Humanité*, *Libération*, et *L’Express* restent interdits *de facto* en Algérie, l’opinion publique algérienne restant prisonnière des médias financés par les ultras. L’opinion publique en Algérie est cependant favorable à la politique du général DE GAULLE : 75% des inscrits (Dont pour la 1ère fois des femmes musulmanes) votent « oui » au référendum sur la Constitution de la Ve République. *Le Figaro*, en 1959, fait paraître en Une un reportage de Pierre MACAIGNE sur les camps de regroupement de civils algériens, suivant les informations de Michel ROCARD, élève de l’ENA en stage en Algérie : les conditions de vie déplorables d’un million de musulmans (dont 50% d’enfants) y sont dénoncées. L’opinion publique de métropole est de plus en plus sensibilisée aux torts faits à la communauté musulmane d’Algérie.

**DE GAULLE est défavorable à l’indépendance qui créerait une dictature communiste aux portes de la France et plutôt favorable à la constitution d’un État fédéral** groupant deux États, la France métropolitaine et l’Algérie. Il est hostile à une francisation des 10 millions de musulmans qui, dit-il, seront 40 millions dans 30 ans. « Mon village de Colombey-les-Deux-Eglises deviendrait alors Colombey-Les-Deux-Mosquées ! ». Mais il va savoir s’adapter aux circonstances et surtout faire accepter à l’opinion publique métropolitaine ses vues changeantes. Il reporte sur le suffrage universel la responsabilité du destin de l’Algérie, bien conscient que l’opinion publique métropolitaine veut la paix à tous prix et que le million de « Pieds noirs » ne pèsera rien face aux 10 millions d’électeurs musulmans. Dès lors le divorce entre les tenants de l’Algérie française et le gouvernement est consommé. En 1961 les éléments d’élite de l’armée française en Algérie (Parachutistes de l’Infanterie de Marine et Légion Étrangère) réalisent un coup d’État à Alger. Le lendemain le Général DE GAULLE s’adresse sur les ondes de la RTF, et grâce au transistor, s’adresse à tous les appelés en Algérie : son discours stigmatisant le « quarteron de généraux en retraite » fait mouche. Les putschistes sont isolés. Le gouvernement légal triomphe. Les outrances de l’Organisation Armée Secrète (OAS) regroupant les derniers fanatiques de l’Algérie français et qui multiplie les attentats (Comme celui du port d’Alger en 1962 où des *snipers* abattent les secouristes bénévoles et les ambulanciers venus aider les victimes d’un attentat à la bombe) ne change rien. La stratégie de Général DE GAULLE repose largement sur sa maîtrise des médias radios et télévisuels : le 18 mars 1962 il s’adresse à la Nation par le biais de la télévision et annonce la signature des Accords d’Évian (Dont le maire est assassiné par l’OAS). Il annonce aussi la tenue de trois référendums dont deux en Algérie. En avril les Français de métropole approuvent l’idée d’un référendum en Algérie sur l’autodétermination. En Algérie un référendum approuve la création d’un collège unique. Les « Pieds noirs » qui ne représentent alors plus que 10% des électeurs ont perdu d’avance. **La maîtrise des médias permet à DE GAULLE de cacher les conditions honteuses de la fin de la guerre d’Algérie :** la détresse des « Pieds noirs » ruinés et contraints de quitter leur terre natale (Les « Rapatriés » d’Algérie), les attentats de l’OAS et du FLN, les massacres d’Européens et de Harkis perpétrés en toute impunité par le FLN (150 000 harkis assassinés) et l’abandon des supplétifs musulmans (Dont seulement 5 000 sont rapatriés en France).

**\* \* \***

**Les médias ont contribué en partie à façonner l’opinion publique** **pendant la Guerre d’Algérie** même si celle-ci a été plus sûrement façonnée par les organisations de la société civile (Partis, Syndicats, associations…). Cependant la mainmise de l’État sur les nouveaux médias de masse (Radio et Télévision) cache une mutation profonde des médias : **l’instantanée offert par la radio et la force des images télévisuelles érodent la puissance de la presse écrite et érode le pouvoir de la censure d’État.**